

LE PUTSCH DES GÉNÉRAUX, OU LE BAROUD DE DÉSHONNEUR

Alain Ruscio *

* Historien. Dernier ouvrage paru : « Y'a bon les colonies ? », Ed. Le Temps des Cerises

Il y a cinquante années, un « *quarteron de généraux en retraite* », selon l'heureuse formule du général de Gaulle (il en eut beaucoup), voulut imposer un brusque coup d'arrêt au cours de l'Histoire – et à la décolonisation – en tentant un coup d'État militaire contre le gouvernement légal de la République. Cet anniversaire, n'en doutons pas, va une fois de plus donner l'occasion aux nostalgiques de l'Algérie française et aux OAS jamais reconvertis de tenter de travestir l'Histoire.

Rappelons donc quelle fut cette forfaiture.

Mai 1958. La guerre d'Algérie dure depuis quatre ans déjà. Divers gouvernements de la IV^e République, n'ont pas réussi à faire plier le peuple algérien. En Algérie même et en métropole, les cercles les plus bellicistes, plus ou moins manipulés eux-mêmes par les réseaux gaullistes, trouvent le régime « mou ». Lorsque l'occasion se présente, après une n.ième crise gouvernementale, ils préparent une offensive militaro-politique – dite « Plan Résurrection » – afin d'imposer leur solution, celle d'un pouvoir fort, appuyé sur l'armée. Et le coup réussit : si de Gaulle préserve les apparences de la légalité en se faisant investir, c'est bel et bien un coup de force qui l'amène au pouvoir. Quelle est, alors, sa pensée profonde ? Bien des ouvrages se sont penchés sur cette question, et les réponses sont diverses. En tout cas, il faut bien constater que, dans les faits, sa gestion du conflit, de 1958 à 1960, s'est traduite par une aggravation de la guerre pour le peuple algérien : ni l'usage de la torture, des ratissages, des « corvées de bois », ni l'appel à la sinistre guillotine n'ont cessé sous de Gaulle.

Mais, parallèlement, le chef de l'État esquisse une évolution politique : il a suffisamment d'informations pour comprendre – certes, tardivement – que la majorité du peuple algérien est en train de se radicaliser et de se ranger derrière le FLN. En métropole, les signes d'exaspération de l'opinion se multiplient également. Imperceptiblement, les déclarations de De Gaulle glissent vers le réalisme : la reconnaissance des aspirations du peuple algérien à l'indépendance et, donc, l'acceptation du dialogue avec le Gouvernement provisoire algérien.

Là est l'origine de la montée de la tension entre le pouvoir gaulliste et ceux qui sont restés – et qui pour la plupart resteront jusqu'au bout « Algérie française ». Les plus enragés créent, en février 1961, à Madrid, un mouvement dont le sigle pompeux – Organisation de l'armée secrète, OAS – cachera mal les orientations fascisantes. Mais, jusqu'à ce moment, il s'agissait de factieux relativement isolés.

Gravissime est, par contre, le basculement d'une partie de l'armée vers la dissidence, puis la tentative violente de renversement des institutions. Dans la nuit du 21 avril 1961, c'est le début de l'aventure insensée. Au petit matin, Radio-Alger diffuse un appel « L'Algérie française n'est pas morte. Il n'y a pas et il n'y aura jamais d'Algérie indépendante ». Le général d'armée Challe apparaît le premier. Il est, dit-on, la tête pensante du putsch. Puis apparaissent au grand jour les généraux Salan, Zeller et Jouhaux, plus une pléiade d'officiers supérieurs ou subalternes et quelques centaines de sous-officiers.

En métropole, la réaction est vive. Adoptant le ton des grands jours, un de Gaulle en grand uniforme s'adresse aux Français. Il trouve les mots : derrière le « quarteron », déjà évoqué, qui est l'apparence, il dénonce la réalité : « un groupe d'officiers, partisans, ambitieux et fanatiques ». En France, la population se mobilise. Le rejet, pour ne pas dire le dégoût, de la guerre, ont considérablement crû depuis l'avènement de De Gaulle. La gauche non communiste en appelle au « sursaut républicain ». Le PCF est beaucoup plus précis. Et actif : partout, dans les usines, dans les banlieues ouvrières, les cellules communistes se mobilisent. Les syndicats, unanimes, appellent à un premier débrayage, symbolique, d'une heure, le 23 avril.

Sur place, l'armée ne « marche » pas derrière les putschistes. La majorité des officiers et sous-officiers, même parmi les plus réactionnaires, sont restés légalistes. Mais, surtout, le contingent, que les mutins avaient trop vite considéré comme quantité négligeable, piétaille, s'oppose efficacement à la tentative. Partout, des officiers qui tentent de se joindre au putsch sont neutralisés, certains arrêtés, souvent au milieu de quolibets.

L'autre grand échec des putschistes réside dans l'attitude des Européens d'Algérie, soutenant certes en leur for intérieur la cause « Algérie française », mais incapables de se rassembler efficacement, de dépasser les gesticulations de leurs leaders pour construire un vrai projet politique. Et puis, silencieuse, la population *musulmane* veille, et tous ceux qui veulent réfléchir connaissent ses sentiments profonds : elle n'abandonnera plus la cause de l'indépendance.

Alors, en trois jours, tout est consommé. À la défense d'une mauvaise cause, les insurgés ont ajouté un sens de l'organisation qui a frisé l'amateurisme. Le soir du 24 avril, Challe note dans son Journal : « L'insuccès se développe avec une réaction en chaîne ». C'est-à-dire, très exactement, le contraire de ce qu'avaient espéré les « généraux en retraite ». Challe, le premier, suivi de Zeller, se rendent piteusement. Salan et Jouhaud, appuyés sur quelques officiers et sur des civils fascisants, poursuivront leur voyage vers le gouffre en restructurant l'OAS, désormais dernière machine de guerre des partisans de l'Algérie française.

La guerre devait durer une année encore, avec son cortège de morts en Algérie et en métropole (octobre 1961, Charonne). Outre les tergiversations gaullistes, on peut dire sans hésiter que le jusqu'au-boutisme OAS a porté une lourde responsabilité dans les drames de cette fin de guerre.

Et ce sont ces gens, flattés désormais par la France lepéno-guéanto-sarkozyste, qui osent prétendre parader le 21 avril prochain ? Ce n'est plus la guerre des Mémoires : c'est le grand carnaval tragique, où les factieux se déguisent en victimes. Tous les démocrates se doivent de veiller.